

# Conditions générales de vente produits SEW USOCOME

## 1. Définitions

Les présentes conditions générales de vente (les « conditions »), établies en conformité avec l'article L.441-6 du Code de commerce, s'appliquent de plein droit à la vente de produits et services effectuée par la société SEW USOCOME, elles annulent et remplacent les conditions précédentes.

Vendeur : SEW USOCOME, SAS au capital de 50 000 000 €, siège social 48-54 route de Soufflenheim à 67500 Haguenau, RCS Strasbourg B 421 863 259.

Client : tout professionnel contractant pour les besoins exclusifs de son activité.

Produit : matériel neuf, pièce détachée fabriqués et vendus par le vendeur sur la base des spécifications fournies par le client, figurant au catalogue ou équivalent. Les caractéristiques des produits au catalogue sont susceptibles de modifications.

## 2. Passation de commande

Les spécifications du client donnent lieu à une offre du vendeur. Les commandes doivent être acceptées par le siège du vendeur, après règlement de l'acompte s'il y a lieu. L'expédition vaut acceptation de la commande. Une commande ne peut être annulée ou modifiée par le client faute de quoi, son prix ou tous les frais, pertes et dommages, sont facturés au client et immédiatement exigibles. En cas de détérioration du crédit du client, le vendeur peut suspendre ou annuler les commandes en cours, exiger une garantie sérieuse ou l'encaissement du prix avant exécution.

## 3. Opposabilité des CGV

Le fait de passer commande vaut acceptation des présentes conditions générales du vendeur à l'exclusion de toutes autres dont des conditions du client ou conditions d'achat.

## 4. Tolérances

Les poids, dimensions, puissances, prix, rendements et données fournis par le vendeur sont indicatifs et ne peuvent donner lieu à réclamation ou réduction de prix. Les plans, études, documents techniques de réalisation du produit sont la propriété du vendeur. Ils ne peuvent être ni utilisés par le client, ni copiés, ni reproduits, ni transmis, ni communiqués à des tiers sans son autorisation.

## 5. Vente entre professionnels

Le vendeur fournit au client les informations nécessaires pour qu'il exprime ses besoins, sans que le vendeur ait l'obligation de prendre des renseignements supplémentaires ou de contrôler les besoins et spécifications du client. Il transmet au vendeur des spécifications précises, complètes, vérifiées et définitives dont l'objet, la destination, les dimensions, les performances, les conditions d'utilisation, le cadencement, les contraintes y compris externes.

Toutes les ventes de produits proposées par la société SEW USOCOME s'adressent à une clientèle professionnelle qui déclare avoir eu les informations relatives au produit commandé. SEW USOCOME ne peut être tenue responsable d'un mauvais choix de matériel ou de la configuration décidée par le client et n'est tenue d'aucune obligation de conseil. Le client détermine en toute connaissance de cause les caractéristiques du produit, la combinaison de ses composants et de son montage, il s'assure et fait son affaire de l'adéquation du produit avec le site d'exploitation, du respect de la réglementation applicable au site. Aucune responsabilité ne sera encourue par le vendeur quant au choix du produit et aux exigences des normes d'installation, de sécurité et d'environnement en vigueur.

## 6. Conditions d'utilisation des logiciels

L'accès à des logiciels du vendeur et leur usage doivent être expressément autorisés par le vendeur par la communication d'un code d'accès personnel et confidentiel permettant la connexion dans les conditions et limites convenues. Le client est responsable de la protection des logiciels, de leur exploitation et de l'interprétation des résultats de calcul. Le vendeur met en œuvre ses meilleurs moyens afin de garantir le bon fonctionnement de ses logiciels et se réserve de les modifier à tout moment. Les logiciels, les données, les produits dérivés et les documents

d'utilisation, appartiennent au vendeur. Le client s'interdit de les communiquer à titre gratuit ou non à des tiers et respecte les restrictions d'utilisation convenues.

## 7. Contrôle avant livraison

Si les conditions particulières le prévoient, le client peut contrôler le produit après achèvement et avant livraison. Les résultats doivent être notifiés sans délai, par écrit au vendeur sous peine d'irrecevabilité de toute réclamation concernant tout défaut apparent, non-conformité, manquant ou inexécution. Si des essais de réception sont prévus dans les ateliers du vendeur, le client est invité à y assister et à défaut d'être présent, le procès-verbal sera contradictoire. S'il y a lieu, le vendeur remédie à un éventuel défaut dans les meilleurs délais. Sur demande du client, l'essai est répété à ses frais. Les essais sur site d'installation exigent un accord spécial. Tout procès-verbal de contrôle vaut réception et aucune réclamation n'est plus recevable. La prise de possession vaut réception sauf réserve écrite sans délai. Les défauts mineurs n'affectant pas les performances ne font pas échec à la réception. À défaut de réception lors du contrôle ou des essais dans les conditions ci-dessus, le client est tenu de réceptionner le produit dès livraison. Sans préjudice des actions vis-à-vis du transporteur conformément au § 9, les réclamations pour les défauts apparents des produits, leur non-conformité ou manquant doivent être formulées par LRAR dans les 3 (trois) jours de la livraison. Le client doit fournir toute justification quant aux anomalies dénoncées. Il laissera au vendeur toute facilité pour les constater et y remédier s'il y a lieu. Il s'abstient d'intervenir lui-même ou de faire intervenir un tiers. À défaut de dénonciation, la réception est définitive, aucune réclamation ne peut plus intervenir.

## 8. Livraison

Elle a lieu selon les indications du client. Le délai de livraison, indicatif au jour de la confirmation de commande, court quand les spécifications du client sont complètes et définitives, et après versement de l'acompte éventuel. Le délai sera prorogé par suite de retard des fournisseurs, du fait de la production, de mise au rebut, de grève, de cas de force majeure ou cas fortuit, etc. ou de modifications imposées par le client, acceptées par le vendeur. Une prorogation ne peut entraîner l'annulation de la commande ou le versement de dommages ou pénalités. Le client prend livraison, à défaut, les frais de stockage, de transport et autres sont à sa charge, outre les pénalités de retard de 0,1 % du prix par jour de retard, sans mise en demeure. La livraison ne peut intervenir que si le client est à jour de toute obligation et tout paiement à l'égard du vendeur. La livraison, globale, partielle ou anticipée, a lieu par remise directe au client, par avis de mise à disposition ou par délivrance à un expéditeur ou à un transporteur dans les locaux du vendeur, selon disposition des conditions particulières. Les emballages sont facturés.

## 9. Transport et risques

Les produits sont livrables selon Incoterms 2020 DAP. Ils voyagent cependant aux frais et risques du destinataire. Même en cas de livraison franco aux frais du vendeur, les risques de la marchandise sont transférés au client. En cas d'avarie ou de manquant, celui-ci doit faire toute constatation nécessaire et confirmer ses réserves immédiatement sur le bordereau du transporteur et par acte extrajudiciaire ou par LRAR au transporteur, dans les 3 (trois) jours qui suivent la réception et prend toute mesure pour sauvegarder le recours contre lui. Les risques incombent au client à compter de la livraison. Si le transporteur est désigné par le vendeur, le vendeur agit au nom, pour le compte et aux frais du client. Sauf instruction préalable et écrite, renouvelée à chaque expédition, le vendeur n'est tenu de souscrire ni assurance, ni déclaration de valeur ou déclaration d'intérêt à la livraison pour le compte du client, quelle que soit la valeur du produit. Les frais seront facturés. Le vendeur n'est pas responsable du mode de transport, de paiement, du tarif appliqué.

## 10. Prix

Ils figurent sur les devis et confirmations de commande, soit le dernier document du vendeur en date et sont libellés en euros et H.T. Ils seront au besoin revus par le vendeur pour tenir compte des modifications du fait du client, acceptées par le vendeur, ou des impératifs de production.

## 11. Facture

Chaque livraison donne lieu à une facture payable au siège du vendeur à 14 (quatorze) jours par virement, chèque, traite signée et acceptée avec dispense de dresser protêt, ou tout autre mode convenu. Aucun escompte pour paiement anticipé ne sera accordé. Les traites doivent être acceptées sous 7 (sept) jours.

Les délais de paiement stipulés dans les limites de l'article L.441-6 du Code de commerce ne pourront être convenus et appliqués par le client qu'avec l'accord préalable et exprès du vendeur pour la commande concernée.

Une détérioration du crédit du client justifie l'exigence de garanties, d'un paiement comptant, la remise de traite à vue avec encaissement avant l'exécution des commandes ou l'échéance des factures. Le vendeur peut fixer à tout moment un plafond au découvert de chaque client, applicable à toute commande en cours. Si le client n'y satisfait pas, le vendeur annule tout ou partie des commandes ou prononce l'exigibilité de toutes ses créances. En cas de retard de paiement ou non-paiement, le vendeur suspend l'exécution des commandes, sans préjudice de toute autre voie d'action.

Tout impayé donnera lieu au paiement :

- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €, qui pourra excéder ce montant sur présentation des justificatifs par le vendeur ;
- de pénalités au taux d'intérêt appliqué par la B.C.E. à son opération de refinancement la plus récente +10 points, soit pour le premier semestre de l'année concernée, le taux en vigueur au 1er janvier et pour le second semestre, celui en vigueur au 1er juillet ;
- les intérêts de retard au taux légal +5 points, à compter de l'échéance.

Faute de paiement 48 (quarante-huit) heures après sommation, le contrat sera résolu de plein droit si bon semble au vendeur, qui pourra exiger la restitution des produits, sans préjudice de tous dommages et intérêts. La résolution frappera la commande en cause, et toute autre livrée ou non, que son paiement soit ou non échu. Le non-retour d'une traite vaut refus de paiement. Le non-paiement d'une échéance entraîne l'exigibilité de toutes les dettes sans mise en demeure, ainsi en est-il de tout changement affectant l'entreprise du client ou le crédit de celui-ci, ainsi en cas de vente, cession, mise en nantissement ou apport en société du fonds de commerce, cession d'actions ou de participation, nantissement des biens de production, fusion, scission, changement de dirigeants, etc. Dans tous les cas, les sommes dues pour toute cause deviendront immédiatement exigibles si le vendeur n'opte pas pour la résolution des commandes ou pour leur paiement anticipé, le client devra supporter les pertes subies et les frais occasionnés par toute procédure et une indemnité de 20 % de l'impayé à titre de clause pénale. Le paiement ne peut être suspendu ou compensé sans accord écrit, préalable du vendeur. Tout paiement s'impute d'abord sur les intérêts, les pénalités, la clause pénale, puis sur les sommes dont l'exigibilité est la plus ancienne. Le retard ou défaut de paiement ne peut être justifié a posteriori par une réclamation. Les acomptes perçus avant l'annulation de commande seront imputés sur le prix, les dommages-intérêts, frais d'études, frais commerciaux, de modèles, d'usinage, d'approvisionnement, etc., avec un minimum correspondant aux prix des produits en cause. Tout solde est de suite exigible.

## 12. Réserve de propriété

Les produits appartiennent au vendeur jusqu'à encaissement intégral du prix. Ils sont individualisables et démontables. Le droit de propriété inclut les améliorations et adjonctions éventuelles faites par le client. Il signale au vendeur tout sinistre, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou liquidation amiable, sauvegarde, saisie ou mesure de tiers sur les produits impayés et l'informe des lieux où se trouvent les produits, les conserve en parfait état et les assure pour le compte du vendeur. Sur simple demande, il en justifie. Le client ne donne pas de produit en sûreté et n'effectue aucune opération susceptible de préjudicier au vendeur. Il ne vend pas de produit avant complet paiement du prix, sauf autorisation écrite et préalable

du vendeur. En cas de revente, il déclare d'ores et déjà céder au vendeur la créance née de la vente à un sous-acquéreur et autoriser le vendeur à percevoir sa créance, au prix dû par le sous-acquéreur. Le client informera sans délai le vendeur de son identité exacte et fera connaître au sous-acquéreur, la réserve de propriété du vendeur. Si le vendeur et le client entretiennent un compte courant, son solde débiteur représentera le prix dû par le client, de sorte que le produit que le client détient au moment de sa clôture pourra être revendiqué par le vendeur qui en sera réputé propriétaire. La revendication s'effectue par LRAR enjoignant au client de remettre le vendeur en possession. À défaut, le vendeur sollicitera la restitution sous astreinte. La revendication ne constitue ni résolution, ni résiliation du contrat. Elle peut être exercée par le vendeur, en cas de non-respect par le client de l'une quelconque de ses obligations, ou si le vendeur a des raisons de penser qu'il ne sera pas à même de respecter les échéances convenues. Tous les frais et honoraires de la revendication sont à la charge du client.

### 13. Responsabilité

La responsabilité du vendeur est strictement limitée aux garanties suivantes.

### 14. Garantie contractuelle

Tout produit vendu bénéficie d'une garantie contractuelle de 2 (deux) ans à compter de la livraison. Cette garantie de bon fonctionnement se limite au choix du vendeur à la réparation ou au remplacement du produit reconnu défectueux par le vendeur, à l'exclusion de toute indemnité ou dommages-intérêts. Le produit est retourné en l'état par le client, à ses frais et risques, après accord exprès du vendeur. Tout produit remplacé reste la propriété du vendeur. La réparation ou le remplacement pendant la période de garantie ne proroge pas le délai de garantie. Une nouvelle garantie n'est pas due sur le produit remplacé ou réparé en cours de garantie. La garantie ne couvre pas les défauts résultant de spécifications du client erronées, incomplètes, ou non communiquées au vendeur. Sont également exclus de la garantie les défauts résultant de données inexactes ou incomplètes mentionnées par le client dans le cadre de la planification automatique des commandes sur le portail Online Support. La garantie est exclue en cas d'utilisation anormale, ou non conforme aux conditions générales et particulières, ou en cas de fonctionnement de plus de 8 (huit) h/jour, d'intervention du client ou d'un tiers, d'inobservation des règles de l'art ou des consignes figurant sur les différents documents du vendeur, d'usage normale du produit, de détériorations volontaires ou non, d'accident ou d'une manipulation quelconque, d'un défaut de surveillance, d'entretien, de lubrification ou de stockage par le client ou en cas de force majeure.

### 15. Garantie légale

Le client bénéficie par ailleurs de la garantie légale, aux conditions suivantes.

- Elle devra être mise en œuvre dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la découverte du vice, par LRAR adressée au vendeur, pour être recevable.
- Sont exclus les non-conformités, vices apparents ou manquants qui n'auraient pas été dénoncés au vendeur dans les conditions prévues au § 7.
- La réalité du vice caché incombe au client.
- Les causes d'exclusion de garantie listées au § 14 sont applicables.

Dans tous les cas, la garantie légale ne pourra donner lieu qu'à la réparation ou au remplacement du produit à l'exclusion de toute indemnité ou dommages-intérêts à quelque titre que ce soit, y compris sur le fondement de la responsabilité du fait des produits défectueux dont l'application est écartée de convention expresse, conformément à l'article 1386-15 du Code civil. Le client renonce à toute annulation ou résolution du contrat.

### 16. Intervention hors garantie

Toute réparation ou tout remplacement effectué par le vendeur et ne relevant pas des garanties prévues aux § 7, 14 et 15 est facturé au client et bénéficie d'une garantie de 2 (deux) ans, « limitée aux seules pièces ayant donné lieu à intervention » pour les réparations effectuées dans les ateliers de SEW USOCOME ou d'une garantie de 6 (six) mois, « limitée aux seules pièces ayant donné lieu à intervention »

pour les réparations effectuées sur site. Cette garantie est elle-même soumise aux conditions prévues pour la garantie des § 14 et 15.

### 17. Déclaration

Le client atteste utiliser exclusivement des produits du vendeur provenant du réseau officiel du vendeur et s'engage à ne pas acquérir ou exploiter des produits de contrefaçon ou d'imitation des produits du vendeur sous peine d'engager sa responsabilité, de résiliation des relations avec le vendeur et de refus de garantie.

### 18. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles régies par les présentes conditions générales de vente, des données à caractère personnel des salariés et collaborateurs du vendeur et du client sont traitées.

Est jointe aux présentes conditions générales de vente une politique de confidentialité (ci-après « la politique ») gouvernant la protection par le vendeur desdites données à caractère personnel traitées en sa qualité de responsable de traitement. Cette politique de confidentialité se trouve sur le lien : [https://www.usocom.com/politique\\_de\\_confidentialite.html](https://www.usocom.com/politique_de_confidentialite.html).

Le client reconnaît que l'acceptation des conditions générales de vente englobe la prise de connaissance et l'acceptation pleine et entière des termes et conditions de la politique qui fait partie intégrante des présentes conditions générales de vente.

Le client déclare par ailleurs, concernant les traitements de données à caractère personnel des salariés et collaborateurs du vendeur, être conforme à la réglementation applicable en France relative à la protection de la vie privée et des données personnelles, et notamment à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

### 19. Éthique et mesures anticorruption

Chacune des parties accepte de réaliser ses obligations au titre des commandes en conformité avec les lois et réglementations et notamment la loi française n° 20161691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi Sapin II), ainsi que toutes autres lois et règlements relatifs à toute réglementation applicable en matière d'anticorruption. Le client s'engage à respecter le code de conduite de la société SEW USOCOME dont il déclare avoir pris connaissance. Ce code de conduite se trouve sur le lien : <https://www.usocom.com/compliance.html>.

Toute violation de ce code de conduite et des dispositions relatives à la réglementation applicable en matière d'anticorruption devra être immédiatement signalée par l'acheteur en adressant un mail à l'adresse suivante : [compliance@usocom.com](mailto:compliance@usocom.com).

### 20. Conformité au contrôle des exportations

Les parties (SEW USOCOME et l'autre partie) reconnaissent que les prestations et/ou services fournis, en tout ou en partie, en particulier l'exportation et le transit de marchandises, le transfert de technologie, les transactions commerciales et les opérations de courtage, l'assistance technique ou la mise à disposition de ressources économiques peuvent être soumis aux lois et réglementations européennes, françaises, américaines ou à d'autres réglementations et lois relatives au contrôle des exportations spécifiques aux différents pays (p. ex. restrictions à l'encontre de certains pays, de personnes ou par rapport à l'utilisation, etc.) ainsi qu'à des sanctions financières (désignées « Réglementations au contrôle des exportations »).

Les parties s'engagent notamment à respecter et à faire respecter la réglementation officielle mentionnée sur le site <https://www.douane.gouv.fr/demarque/generalites-sur-les-embargos> et notamment les restrictions et interdictions figurant sur la [carte interactive](#).

Les parties doivent se conformer à toutes les réglementations applicables en matière d'exportation. Cela inclut notamment toutes les réglementations du pays de destination. Les parties reconnaissent que les prestations et/ou services concernés par une telle réglementation de contrôle des exportations peuvent être soumis à autorisation ou être interdits. Au cas où une réglementation de contrôle des exportations applicable empêcherait, pas seu-

lement de manière temporaire, SEW USOCOME ou l'autre partie de se conformer avec cet accord, chaque partie doit pouvoir annuler les prestations et/ou services concernés ou l'accord, en tout ou en partie.

Tout retard résultant des procédures d'autorisation par les autorités de contrôle des exportations compétentes peut prolonger la durée de prestation en conséquence. Cela s'applique en particulier aux délais de livraison.

Toute demande de compensation liée au refus ou à un retard d'application des réglementations de contrôle des exportations est exclue, sauf si elle concerne des dommages résultant d'une atteinte à la vie, au corps ou à la santé, causée par négligence grave ou intentionnellement par l'une ou l'autre partie.

Les parties s'engagent à coopérer dans toutes les procédures d'autorisation. Sur demande, chaque partie peut immédiatement fournir à l'autre partie des informations ou des documents importants (p. ex. certificats d'utilisation finale) requis dans le cadre du processus d'application de la réglementation.

### 21. Droit applicable et tribunal compétent

Les présentes conditions générales du vendeur sont régies par le droit français et tout litige sera de la compétence des tribunaux de Strasbourg, y compris en cas de recouvrement, quel que soit le mode de règlement ; en cas d'appel en garantie, de pluralité de défendeurs et en cas de référé, le vendeur pourra saisir toute autre juridiction.